«Servir par les livres» : session intensive d'été pour la CLCF

«Servir par les livres» est le slogan de la Centrale de Littérature Chrétienne Francophone, dont le Défap est un des membres fondateurs, créée pour venir en appui aux bibliothèques des instituts théologiques en Afrique francophone, dans les Caraïbes et l'Océan indien. Elle organise de début août à fin septembre une formation accélérée en bibliothéconomie au Cameroun. Cette session intensive fait partie des programmes de formation que la CLCF organise chaque année depuis le début des années 2000, dans des pays différents de l'espace francophone, en parallèle de ses activités visant à enrichir les fonds documentaires des bibliothèques.



© *CLCF*

La Centrale de Littérature Chrétienne Francophone (CLCF) propose, du 6 août au 28 septembre 2018, une formation intensive destinée aux personnels travaillant dans les bibliothèques de formation de pasteurs en Afrique francophone. Les cours se dérouleront, pour la plupart, sur le site de l'Université Protestante d'Afrique Centrale à Yaoundé (UPAC,

Djoungolo).

Sont directement concerné(e)s les employé(e)s des bibliothèques de formation de pasteurs en quête de meilleures connaissances dans le cadre de leur travail, ayant dû interrompre une formation en bibliothéconomie ou ayant besoin d'un «recyclage» après une première formation ancienne. Et sont prioritaires pour cette formation les employé(e)s d'Instituts entretenant un partenariat de longue date avec la CLCF ou avec les organismes missionnaires qui sont en lien direct avec elle, à savoir le Défap, DM-échange et mission ou la Cevaa.

Cette session intensive de deux mois fait partie des programmes de formation d'auxiliaires de bibliothèque en Afrique que la CLCF organise chaque année depuis le début des années 2000, dans des pays différents de l'espace francophone, notamment au Cameroun (de 2001 à 2012), à Madagascar (depuis 2006) et plus récemment au Bénin.

Équiper les bibliothèques des instituts théologiques

Pour aller plus loin :

- « Servir par les livres » : un slogan, celui de la CLCF, et un site internet
- Formation d'été à l'UPAC : le flyer
- Formation d'été à l'UPAC : la fiche d'inscription
- La page Facebook de la CLCF

La CLCF a une vocation humanitaire : elle appuie la formation théologique et pastorale et représente un service d'entraide à l'intention d'environ 170 institutions de formation théologique. Elle soutient aussi directement les étudiants en

théologie. Le champ d'action de la CLCF est large : il couvre en effet l'Océan Indien (Madagascar, Réunion, Maurice), toute l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest, le Pacifique (Polynésie française, Nouvelle Calédonie, Fidji) et les Caraïbes, avec en particulier Haïti. Dans ce dernier pays, c'est via le Défap et la Plateforme Haïti, créée par la Fédération Protestante de France en 2008, qu'elle œuvre sur le terrain. On la retrouve aussi, à un moindre degré, dans d'autres pays pas toujours considérés comme francophones, mais où l'on lit et l'on parle du français, comme le Liban.

Un premier service de la CLCF a été mis en place dès 1983 à l'initiative des différents services missionnaires d'Églises protestantes de France (le Défap) et de Suisse romande (DM-échange et mission) pour aider à équiper en livres les instituts théologiques francophones, dans un contexte où les fonds d'ouvrages et de revues manquaient dans les bibliothèques en langue française, en particulier faute de moyens suffisants. Il s'agissait de récupérer revues et ouvrages de théologie dans le Nord et trouver les moyens de les acheminer dans le Sud. Avec des défis logistiques certains : en 2014, ce sont ainsi plus de deux tonnes de revues de théologie qui ont été données par l'Église protestante de Genève, suite à la fermeture du Centre Protestant d'Études de Genève.

Une diversification des activités : centrale d'achat et sessions de formation



© *CLCF*

Aujourd'hui présidée, depuis l'automne 2015, par la pasteure Claire-Lise Oltz-Meyer (anciennement en poste à Madagascar), et coordonnée par Joan Charras Sancho, docteure en théologie protestante et dynamique secrétaire générale de l'association, la CLCF a su diversifier ses activités au fil du temps, se dotant d'une centrale d'achat, ainsi que d'un service de conseil et de formation en bibliothéconomie. C'est ce service qui organise régulièrement des sessions de formation intensive, avec l'aide d'équipes locales. On trouve ainsi à Madagascar la Fabim, la Formation des Auxiliaires de Bibliothèque, une équipe dont la doyenne est Berthe Raminosoa et la coordinatrice Nivoniaina Raharijaona. Elle propose des formations d'auxiliaire de bibliothèque sur toute l'île et elle supervise le développement des bibliothèques sur une douzaine de campus. La FibY, la Formation Intensive des Bibliothécaires à Yaoundé, est coordonnée par Philibert Moudio Dalle. Cette équipe ne proposait jusqu'ici que des formations estivales, intensives. Elle s'étoffe à présent avec un réseau de mutualisation des informations (le Ridoc) et une tournée des bibliothèques. La plus récente, la Fabao, la Formation des Auxiliaires de Bibliothèque en Afrique de l'Ouest, est coordonnée par Omer Dagan. Cette équipe propose une formation

intensive d’auxiliaires de bibliothèque, ainsi que des visites des bibliothèques dans son champ géographique.

Les Églises d’Europe aux côtés des migrants



Accueil des réfugiés en France par la Fédération de l’Entraide Protestante © FEP

De l’Italie à la France, de la Grèce à l’Allemagne : en Europe, la question des migrants est devenue une priorité pour les Églises, transcendant les frontières confessionnelles. Fait révélateur, la Conférence des Églises européennes (KEK-CEC) – la plus grande organisation œcuménique du continent, réunissant 116 Églises orthodoxes, protestantes, anglicanes et vieilles-catholiques de toute l’Europe, ainsi que plus de 40

conseils nationaux d'Églises et organisations en partenariat – a voté au matin du 5 juin 2018, à l'occasion de son Assemblée Générale réunie en Serbie, un document appelant tous ses membres à coordonner leurs efforts dans ce domaine. Avec quelques grandes lignes directrices : promouvoir la mise en place de routes sûres et légales pour les réfugiés vers l'Europe; rappeler aux gouvernements qu'ils sont responsables du sauvetage des migrants en mer; ne pas criminaliser les actes de solidarité envers les migrants.

Cette question des migrants est déjà depuis des années au centre des préoccupations et des réflexions de la KEK. Ainsi, son Assemblée Générale 2009, qui s'était réunie à Lyon sous la présidence du pasteur Jean-Arnold de Clermont et qui avait marqué le cinquantenaire de l'organisation, avait décidé de consacrer l'année 2010 à promouvoir les droits des migrants et à rendre visible l'engagement des Églises à leurs côtés. Elle avait en outre, signe fort, voté l'intégration en son sein de la Commission des Églises auprès des migrants en Europe (Ceme). Ce qui avait fait dès lors du travail auprès des migrants le troisième pilier de la KEK, au même titre que le plaidoyer auprès des institutions européennes et le dialogue théologique entre les Églises.

Les «couloirs humanitaires» et l'accueil des exilés

En cette année 2018, la KEK appelle tout particulièrement les Églises d'Europe à suivre l'exemple italien pour créer des «voies d'accès sécurisées et légales vers l'Europe». L'Italie est en effet le premier pays de l'Union européenne dans lequel un projet associant plusieurs Églises a permis d'amener le gouvernement à signer un accord sur des «couloirs humanitaires», destinés prioritairement aux réfugiés les plus vulnérables. Ce programme œcuménique a été créé à l'initiative de la Communauté de Sant'Egidio, dont les juristes

spécialistes du droit des étrangers ont su utiliser les textes européens pour imaginer ce dispositif ; il a été mis en place en association avec la Fédération des Églises évangéliques italiennes et avec l'Église vaudoise, qui assure la plus grande partie de son financement. En ce qui concerne les sauvetages en mer, la KEK invite les Églises «à soutenir les efforts de recherche et de sauvetage humanitaires en mer, et à se souvenir des responsabilités que les gouvernements et les agences ont à cet égard». Il est demandé également aux Églises de «faire entendre leur voix contre la criminalisation des actions de solidarité envers les migrants irréguliers».

Cette préoccupation vis-à-vis du sort des migrants, de plus en plus perceptible à l'échelle européenne, a déjà trouvé des traductions concrètes en France à travers plusieurs programmes. La Fédération protestante de France, la Conférence des évêques de France, la Fédération de l'Entraide protestante, le Secours Catholique et la Communauté de Sant'Egidio, suivant l'exemple italien, se sont ainsi associés pour signer un accord avec le gouvernement sur l'ouverture de «couloirs humanitaires». Le 23 mars dernier a ainsi marqué la cinquième arrivée de réfugiés dans le cadre de ce programme. Ce protocole prévoit d'ici la fin 2018 la venue de 500 personnes choisies parmi les plus vulnérables dans les camps libanais. L'Église Protestante Unie de France (EPUdF) et l'UEPAL (Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine) ont incité leurs paroisses à accueillir ces réfugiés sitôt après leur arrivée en France.

Cette préoccupation est portée par le Défap à travers son implication dans les instances de la Cimade, qui accompagne les personnes étrangères dans la défense de leurs droits et se mobilise pour témoigner. Le Défap soutient par ailleurs le collectif «Exilés : l'accueil d'abord !», créé par l'EPUdF, qui a lancé une campagne de sensibilisation nationale. Le Défap fait également partie du comité de la plateforme Solidarité Protestante, qui agit entre autres, à travers les

actions de la FEP, pour l’accueil des exilés en France.

L’enjeu du français à Madagascar



Étudiants de l’IFRP © Dominique Ranaivoson pour Défap

Madagascar a deux langues officielles : le malgache (ou malagasy) et le français. Le malgache est la langue du quotidien ; le français, celle des procédures, des lettrés, de l’enseignement supérieur… Maîtriser le français est déjà un signe de réussite sociale, ou une grande aide pour y parvenir. Mais dans un pays qui figure parmi les plus pauvres du monde, dont l’indice de développement humain le classait en 2016 à la 154ème place sur 188 pays étudés par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), et où les trois-quarts de la population vivent sous le seuil de pauvreté, l’enseignement est souvent sacrifié face aux nécessités du

quotidien. Madagascar est le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. Voilà pourquoi les actions du Défap dans ce pays tournent essentiellement autour de l'enseignement ; et notamment celui du français. Avec des envoyés dont certains sont présents auprès des plus jeunes (par exemple auprès de la communauté des sœurs de Mamré, à Tananarive, qui fait de l'accueil périscolaire) et jusqu'au niveau des études supérieures.

Dominique Ranaivoson fait ainsi régulièrement des séjours courts (de une à quatre semaines) pour assurer des sessions intensives de soutien en français auprès des étudiants de l'Institut de Formation et de Recherche Pédagogique. L'IFRP a été créé peu avant les années 2000 pour y former les futurs enseignants des écoles de la FJKM (Fiangonan'i Jesoa Kristy Eto Madagasikara, ou Église de Jésus-Christ à Madagascar), l'une des deux Églises partenaires du Défap dans l'île avec la FLM (luthérienne). Ces écoles représentent un réseau de 530 établissements protestants répartis surtout sur les Hauts-Plateaux, sur la côte Est, et dans quelques villes du Nord (Diego, Sambava) et de l'Ouest (Majunga, Marovoay). D'où l'enjeu crucial représenté par la formation de ces enseignants.

Un anniversaire… et un toit à réparer

Un enjeu qui s'est d'ailleurs accru, comme l'a constaté Dominique Ranaivoson lors de sa dernière mission d'enseignement en avril-mai 2018 : «les conditions d'entrée à l'IFRP ayant notablement changé (le diplôme étant reconnu par le ministère, les étudiants ont désormais l'équivalence de la licence et seront autorisés à postuler dans le public), le nombre d'étudiants a beaucoup augmenté, souligne-t-elle. L'ensemble des 1ère année s'élève à 109.» Pour ce séjour, note-t-elle, «contrairement aux autres années, j'ai donné

cours à tous les niveaux, soit les trois années divisées en deux sections, les primaires et les secondaires.» Avec un constat qui reste le même pour les étudiants : si les instructions ministérielles obligent ces futurs enseignants à faire leurs cours partiellement en français, en dépit de leurs diplômes et leurs connaissances théoriques, peu arrivent à maîtriser correctement à la fois l'oral et l'écrit. Et avec des difficultés nouvelles dues à cet accroissement du nombre d'étudiants : Dominique Ranaivoson se retrouve ainsi, au cours de sa mission, «à faire parler 98 étudiants, dans une salle qui résonne et avec des étudiants au niveau très hétérogène (certains parlent très bien, d'autres pas du tout)».

Mais l'IFRP aussi a ses propres difficultés, notamment matérielles. En cette année 2018, l'établissement a fêté son vingtième anniversaire. L'occasion de tirer un bilan et de souligner la croissance de l'Institut – sur la période 2000-2017, 435 étudiants y ont été formés, et pour cette seule année 2018, il en compte 260, encadrés par une soixantaine d'enseignants – mais aussi de faire avancer des projets plus pratiques. «Le samedi 21 avril, raconte Dominique Ranaivoson, une grande cérémonie a marqué l'anniversaire des 20 ans de l'établissement. À cette occasion, 1300 enveloppes contenant une plaquette de présentation et un appel à dons ont été distribuées. L'objectif est de financer la réfection du toit et l'achat d'une voiture pour les besoins communs.»

Une quête effrénée de supports en français



Spectacle à l'IFRP © Dominique Ranaivoson pour Défap

Pour les formations courtes et intensives qu'elle anime à raison de deux fois par an, et qui viennent s'ajouter aux cours de langue classiques fournis à l'IFRP, Dominique Ranaivoson utilise des supports très divers. Chants, sketchs, sorties culturelles… L'un des outils les plus prisés : la Petite Bibliothèque portative, un ensemble de textes divers en français dont l'édition est soutenue par le Défap, rassemblés dans une valise qui est généralement offerte aux étudiants en début de cycle. «D'anciens étudiants, actuellement en poste et rencontrés le 21 avril, et les 3ème année qui ont effectué des stages m'ont répété combien la Petite Bibliothèque leur est utile», souligne Dominique Ranaivoson. Encore faut-il pouvoir en disposer sur place ; et sinon, savoir improviser. Dominique Ranaivoson décrit ainsi les conditions dans lesquelles a commencé sa mission d'avril-mai : «Les « Petite Bibliothèque », envoyées par le Défap par container, ne sont pas arrivées et mes outils d'animation (albums, jeux, documents) sont en séries de 30. Il faut donc que je trouve d'autres supports. Je dois confectionner des polycopiés à partir du manuscrit du futur manuel. J'effectue 1500 copies, distribuées au fil des cours, achète des petits livres de

contes pour travailler en groupes. Je ne peux exploiter ni la foire du livre (reportée en juin pour cause de grèves en ville), ni le festival du film court qui s'est déroulé mi-avril. Toute visite est de toute façon impossible avec 90 personnes.»

Une quête effrénée de supports qui souligne d'autant plus l'utilité de la Petite Bibliothèque portative, qui connaît aujourd'hui une nouvelle édition. Avant même leur arrivée, les exemplaires dont l'acheminement a été retardé ont ainsi été attribués. «Il est donc établi que les exemplaires qui arriveront par le container seront distribués aux 100 étudiants de 1ère année rentrés en 2017 et aux 100 de la rentrée 2018 (novembre). Le volume « nouvelle version » sera destiné aux promotions suivantes (100 / an) et, selon des modalités qui restent à établir, aux enseignants déjà en activité qui ont besoin d'outils et de recyclage, et à la vente éventuelle à des associations œuvrant dans les écoles publiques ou autres.»

Retrouvez dans la vidéo ci-dessous une présentation de Madagascar, des liens existant aujourd'hui avec les Églises protestantes de France, et des actions du Défap.

Christian Krieger, de l'UEPAL, élu président de la KEK



Christian Krieger, nouveau président de la KEK © CEC/Albin Hillert

La KEK (Konferenz Europäischer Kirchen ou Conférence des Églises européennes) est une association de 116 Églises orthodoxes, protestantes, anglicanes et vieilles-catholiques de toute l'Europe, ainsi que plus de 40 conseils nationaux d'Églises et organisations en partenariat. Elle a été fondée en 1959 pour maintenir les relations entre Églises séparées par le Rideau de fer. Elle est aujourd'hui un outil de dialogue entre Églises et avec les institutions européennes (Commission européenne et Conseil de l'Europe). Elle a des bureaux à Bruxelles et à Strasbourg.

En cette année 2018, l'Assemblée générale de la KEK a été placée sous le thème biblique «Tu seras mon témoin», amenant les participants à explorer les concepts de justice, de témoignage et d'hospitalité dans une perspective chrétienne européenne. Cette réunion s'est tenue du 31 mai au 6 juin à Novi-Sad, en Serbie, où elle a été accueillie par les Églises membres de la Conférence des Églises européennes présentes

dans ce pays, y compris l'Église orthodoxe serbe et les églises de Vojvodine, l'Église chrétienne réformée de Serbie et Monténégro, l'Église évangélique slovaque de la Confession d'Augsbourg en Serbie et l'Église méthodiste unie en Serbie. Et pour la première fois, elle a élu son président et ses vice-présidents au suffrage direct. C'est le pasteur Christian Krieger, président du Conseil Synodal de l'Église protestante réformée d'Alsace et de Lorraine (EPRAL), qui a été choisi. L'EPRAL est une des deux Églises constitutives de l'UEPAL (Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine), dont le Défap est le service missionnaire.

Christian Krieger, de l'EPRAL à la KEK

Outre son rôle au sein de l'EPRAL, Christian Krieger est vice-Président de l'UEPAL, dont il préside la commission œcuménique, pilote les réflexions sur l'avenir du ministère pastoral, ainsi que le projet de création d'un enseignement religieux à l'école visant l'éducation au dialogue interreligieux et interculturel. Par ailleurs, il est membre du Conseil des Églises de Strasbourg, du comité de la Conférence des Églises riveraines du Rhin (groupe régional de la Communion des Églises protestantes en Europe) et du comité de la Communion protestante luthéro-réformée en France (CPLR). Il est aussi vice-président de la Fédération Protestante de France.

Désormais élu à la présidence de la KEK, Christian Krieger succède à Christopher Hill, ancien évêque anglican de Guildford, et à Son Éminence Emmanuel, Métropolite orthodoxe grec de France, qui avait présidé la KEK de 2009 à 2013. Cela faisait neuf ans que la KEK n'avait pas été présidée par un Français – plus précisément depuis la fin du mandat du pasteur Jean-Arnold de Clermont en 2009. Le Métropolite Cleopas de Suède et l'évêque anglicane Gulnar Francis-Dehqani ont été

pour leur part élus comme vice-présidents.

Gros plan sur la délégation française



5 June 2018, Novi Sad, Serbia: French delegation. The Conference of European Churches General Assembly takes place on 31 May – 6 June 2018, in Novi Sad, Serbia. More than 400 delegates, advisors, stewards, youth, staff, and distinguished guests take part in the 2018 General Assembly and related events. Gathered together under the theme, “You shall be my witnesses,” the assembly forges the path for CEC for the coming five-year period and beyond. Of central concern is the future of Europe in light of economic, political, and social crises and how the churches will live out a vision of witness, justice, and hospitality within this context.

La délégation des protestants de France à l’AG de la KEK © CEC/Albin Hillert

La délégation protestante française à l’AG de la KEK

comprenait des représentants de l'Église protestante Unie de France (qui est également une des unions d'Églises dont le Défap est le service missionnaire) : le pasteur Roberto Beltrami et Claire Oberkampf, étudiante en théologie, accompagnés de la pasteure Claire Sixt-Gateuille, responsable des relations internationales de l'EPUdF ; ainsi qu'une représentante de la Fédération Protestante de France, la pasteure Anne-Laure Danet, responsable des relations avec les Églises chrétiennes au sein de la FPF. Cette délégation française comprenait aussi des représentants des Églises protestantes d'Alsace-Lorraine (UEPAL), le pasteur Christian Krieger et la pasteure Emmanuelle Brulin ; de la Fédération des Églises évangéliques baptistes de France (FEEBF), les pasteurs Valérie Duval-Poujol et Jean-Luc Leibe ; des Églises protestantes malgaches en France (le Pasteur Jean Ravalitera).

Retrouvez ci-dessous une présentation de la KEK et des enjeux de son Assemblée Générale par Anne-Laure Danet, responsable des relations avec les Églises chrétiennes au sein de la Fédération Protestante de France et ancienne responsable du service Animation-France du Défap :

Cameroun : des aumôniers en demande de formation



Une image de la mission d'Anne-Sophie Dentan-Verseils (à gauche sur la photo) au Cameroun © Anne-Sophie Dentan-Verseils pour Défap

Être aumônier, au Cameroun, est un ministère mal reconnu et peu valorisé. Manque de formation, de soutien, manque d'un cadre institutionnel précisant les attributions des aumôniers et les contours de leur mission… De manière générale, au sein des Églises camerounaises, l'aumônerie est un domaine qui reste à développer. Une situation qui est en cela comparable à celle que connaissent de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest… Bien souvent, les pasteurs qui se chargent de ce ministère d'accompagnement le font à temps partiel tout en s'occupant d'une paroisse. D'où le projet de soutien aux aumôneries lancé par le CEPCA (Conseil des Églises protestantes du Cameroun) avec le soutien du Défap, dont il est l'un des principaux partenaires dans ce pays. C'est dans le cadre d'une session de formation destinée aux aumôniers des hôpitaux que la pasteure Anne-Sophie Dentan-Verseils, qui s'occupe avec le pasteur

Pierre de Mareuil de l'aumônerie de l'aéroport de Roissy, s'est rendue au Cameroun du 20 au 29 avril dernier.

En France, les aumôniers protestants des établissements sanitaires et médico-sociaux ont une charte, une fiche de mission et leur travail est reconnu comme un «service intégré» dans le système de santé ; ils se rencontrent lors de journées nationales. Rien de tout cela au Cameroun. Symptôme de ces lacunes d'organisation, il y a actuellement environ 200 aumôniers au Cameroun au sein des Églises Protestantes ; mais pas de liste permettant de tous les identifier, pas de rencontres entre aumôniers des diverses Églises, et guère plus au sein même des Églises. La mission de la pasteure Anne-Sophie Dentan-Verseils visait donc tout à la fois à se rendre compte de la réalité camerounaise et de l'étendue des besoins, organiser une rencontre de deux jours avec les aumôniers de manière à leur fournir des pistes de travail pour les aider à mieux comprendre les spécificités de ce ministère ; et ouvrir sur la suite du programme en faisant le point avec eux sur leurs besoins spécifiques en formation, et en envisageant des pistes possibles pour y répondre.

Travailler sur les spécificités du travail d'aumônerie

«La veille de la session, souligne Anne-Sophie Dentan-Verseils dans son rapport, nous ne savions pas si les aumôniers seraient 10, 20 ou 30… Ils ont été informés de l'existence de cette session quelques jours avant par téléphone. Comme il n'existe pas de listing, cette information a donc été très parcellaire. Cependant, nous avions quand même entre 23 et 25 aumôniers présents (suivant les moments) durant ces deux journées. Plusieurs avaient fait la route depuis le nord pour venir jusqu'à Yaoundé. Globalement la parole a bien circulé et les aumôniers ont été satisfaits des échanges et des interventions proposées.»

«Pendant ces deux journées, nous avons particulièrement travaillé à regarder avec le groupe ce qui fait les spécificités du travail d'aumônerie en comparaison du travail pastoral classique, et pour beaucoup cela a été une découverte. Ils sont particulièrement demandeurs de formation et nous avons pu lister l'ensemble des thématiques sur lesquelles ils souhaiteraient pouvoir avancer.» Parmi les propositions concernant le CEPCA : travailler à l'élaboration d'un cahier des charges de l'aumônier qui pourrait être ratifié par les Églises ; organiser des rencontres d'aumôniers de diverses Églises au niveau régional, sortes de pastorales qui permettraient aux aumôniers d'échanger entre eux sur leurs problématiques de travail. Les aumôniers ont aussi travaillé à un argumentaire qui devait être soumis aux directions d'Églises réunies en ce mois de mai à l'occasion de l'Assemblée Générale du CEPCA. Plus globalement, «il semblerait important, souligne Anne-Sophie Dentan-Verseils, que le CEPCA puisse travailler avec les directions des Églises à la valorisation de l'aumônerie et à l'harmonisation du travail des aumôniers (nominations, formations).»

Le CEPCA, partenaire du Défap au Cameroun

Le Conseil des Églises protestantes du Cameroun regroupe l'ensemble des onze Églises issues de la Réforme dans ce pays, et s'est ouvert récemment à six Églises associées de tendance plus évangélique/pentecôtiste. Le CEPCA représente environ 9 millions de fidèles, 10.000 temples (paroisses et lieux de cultes), environ 15.000 pasteurs, évangélistes et catéchistes, 1580 écoles, collèges, lycées et instituts de formation, environ 300 hôpitaux et centres de santé, une quinzaine d'institutions universitaires. La formation des aumôniers fait actuellement partie de ses grands chantiers, qu'il mène en lien avec le Défap. Autres projets en cours réunissant Défap et CEPCA : un colloque sur les extrémismes religieux, prévu en octobre 2018 au Cameroun et que suivra un second colloque en France dès 2019 ; et la mise en place d'un soutien à l'enseignement confessionnel dans le nord du pays.

Retrouvez ci-dessous quelques images de la session de formation

---

Migrants et réfugiés au Maroc



L'engagement de l'EEAM en faveur des migrants à Oujda (Maroc) © Jean-Luc Blanc pour Défap

Esther avait 11 ans en arrivant au Maroc. Elle avait mis deux ans pour parvenir de Brazzaville, au Congo, jusqu'à Casablanca. Elle avait voyagé en compagnie d'une famille qui venait du Kivu, c'est-à-dire de la République démocratique du Congo, à qui sa mère, malade, l'avait confiée. Celle-ci fuyait la misère et les violences de cette région du monde particulièrement exposée. Arrivée en Algérie, puis au Maroc après des aventures incroyables, Esther était de plus en plus maltraitée par ceux qui auraient dû la protéger. Alors, elle s'était enfuie et – après avoir erré quelques jours dans les

rues de Casablanca – une dame l'avait prise en pitié et amenée chez le pasteur.

C'était il y a une dizaine d'années. À l'époque, elle était une exception. Peu d'enfants arrivaient «de l'autre côté» seuls, sans leurs parents. Depuis, les choses ont changé et ces «mineurs non accompagnés» affluent, venant de différents pays d'Afrique au point que l'Église Évangélique Au Maroc (EEAM) a jugé utile d'ouvrir un centre d'accueil qui leur soit dédié. Avec un financement d'Églises allemandes, ce centre a récemment ouvert à Oujda, près de la frontière algérienne, l'un des passages les plus fréquentés par les migrants. Une quinzaine d'enfants y sont hébergés, d'autres y viennent durant la journée pour chercher nourriture et réconfort. Ces enfants n'ont aucun statut, aucun papier, aucune attache au Maroc et souvent peu dans leur pays d'origine.

«Étrangers et voyageurs sur la terre»

Bien entendu, ils ne sont qu'un aspect du problème. Ils ne représentent qu'une petite partie de ce peuple de déracinés, à nouveau en forte croissance au Maroc. La vente de migrants pour l'esclavage en Libye ayant été fortement médiatisée en Afrique, la route qui passait par l'Est séduit de moins en moins, et les voyageurs reprennent le chemin de l'Ouest passant par le Maroc, réputé moins dangereux. Selon les responsables de l'Église du Maroc, l'effet est déjà sensible : le nombre d'arrivées a considérablement augmenté ces derniers temps. Histoire de vases communicants…

L'Église du Maroc répond aussi bien qu'elle le peut à cette situation qui s'impose à elle depuis une vingtaine d'années. Les ONG, comme Médecins Sans Frontières par exemple, spécialistes des situations de crise, ont quitté le terrain, estimant qu'il ne s'agit plus d'une urgence mais d'une

situation structurelle alimentée par des politiques volontaires. L'Église, elle, est toujours là pour accueillir, accompagner, assister, soigner. Elle s'adapte aux évolutions de la situation de manière à être toujours à l'endroit où les migrants sont regroupés. Aujourd'hui, par exemple, la politique marocaine est de mettre des dizaines de personnes en attente de passer le détroit de Gibraltar dans des bus et de les renvoyer plus au sud vers Casablanca, Agadir et même Dakhla, à la frontière avec la Mauritanie. Pour l'EEAM, il faut donc être là où les bus arrivent et déversent leurs flots de misère, pour accueillir et assister par les programmes d'aide d'urgence, c'est-à-dire des soins, des médicaments, de la nourriture, des couvertures, des vêtements…

L'EEAM ne peut pas assumer seule l'accompagnement de ces dizaines de milliers de malheureux. C'est pour cette raison que divers organismes allemands, américains et l'UEPAL en partenariat avec le Défap lui apportent leur soutien. L'UEPAL soutient financièrement un programme de scolarisation des enfants de migrants, un programme d'aide d'urgence et un autre d'aide au retour pour ceux qui, désespérés, abandonnent leur projet de migration en cours de route. De cette manière, les Églises de France sont un peu aux côtés de celles et ceux à qui l'Europe ferme les portes de son territoire. C'est aussi une manière de se souvenir, que le peuple de Dieu est appelé à être un peuple de nomades dans la Bible, un peuple «d'étrangers et de voyageurs», traversant des territoires qui ne lui appartiennent pas.

Jean-Luc Blanc

Centrafrique : comment les chefs de guerre instrumentalisent le religieux



Ludovic Fiomona, vice président de l'Église Protestante Christ-Roi de Centrafrique © Franck Lefebvre-Billiez pour Défap

On parle fréquemment à propos de la République centrafricaine de violences intercommunautaires meurtrières ; mais la capitale, Bangui, est généralement épargnée. Jusqu'au 1er mai dernier, lorsqu'une attaque contre l'église Notre-Dame de Fatima a fait 16 morts et 99 blessés, suivie par des affrontements qui ont provoqué 8 morts et 71 blessés de plus. Que s'est-il passé ?

Ludovic Fiomona, vice président de l'Église Protestante Christ-Roi de Centrafrique : Il y avait déjà eu une première alerte au cours du mois précédent, avec des violences autour

de PK5, quartier qui représente le poumon économique de la capitale et où se trouve rassemblée la plus grande partie des musulmans habitant encore à Bangui. Le secrétaire général de notre Église, qui habite dans ce secteur, a dû se mettre à l'abri. Il faut dire que depuis les violences de 2013-2014, la plupart des musulmans de la capitale ont fui, étant en minorité dans la ville et s'estimant menacés ; et PK5 représente une sorte d'enclave où les forces de maintien de la paix de la Minusca [*Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine*] ne parviennent pas à désarmer les gangs. Le chef d'un de ces gangs, qui se fait appeler le «général Force», a mis le quartier en coupe réglée et rançonne les commerçants ; tout en prétendant être à la tête d'un groupe d'auto-défense censé protéger PK5 des incursions des chrétiens… Tout a dégénéré le 8 avril, lorsque la Minusca a tenté de l'arrêter. Non seulement elle n'a pas pu le mettre hors d'état de nuire, mais il a réussi à haranguer la population pour retourner la situation, prétendant que les musulmans de Bangui étaient attaqués ; les jeunes du quartier ont dressé des barricades, attaqué les blindés de la Minusca, mis le feu à un commissariat… Lui s'est sauvé. Et depuis, il nargue à la fois les Nations-unies et le président Faustin-Archange Touadéra, laissant entendre qu'il pourrait aller jusqu'au coup d'État s'il était de nouveau menacé.

Et le 1er mai ?

Ludovic Fiomona : C'est ce jour-là que les violences ont atteint un paroxysme. Face aux tensions, les forces de maintien de l'ordre avaient été déployées pour sécuriser en priorité le défilé des travailleurs devant le corps diplomatique et devant le chef de l'État. Mais au même moment avait lieu dans le troisième arrondissement une cérémonie solennelle à l'église Notre-Dame de Fatima ; les fidèles étaient si nombreux qu'ils parvenaient à peine à entrer dans la cour. L'église avait déjà été attaquée pendant la guerre

civile en 2014, il y avait eu 15 morts. Et c’est justement près de Notre-Dame de Fatima, voisine de PK5, qu’un lieutenant du «général Force» a été identifié en ce jour du 1er mai, alors qu’il voulait acheter de l’alcool. Les gendarmes ont tenté de l’arrêter, il leur a tiré dessus avant de fuir pour alerter son groupe. Une foule en colère est alors sortie de PK5 pour se déchaîner contre l’église. On a tiré sur les fidèles, lancé des grenades ; les militaires de la Minusca qui protégeaient la cérémonie, en sous-effectif, ont rapidement cédé et se sont repliés. Après, tout s’est enchaîné : des jeunes du quartier de l’église Notre-Dame de Fatima, sous le coup de la colère, ont bastonné à mort deux jeunes musulmans qui sortaient d’une entreprise de téléphonie, et qui n’avaient rien à voir avec ces violences…Un deuil national de trois jours a été organisé, à l’issue duquel la société civile, pour manifester son refus des violences et interpeller les autorités, a organisé une opération ville morte et des concerts de casseroles la nuit. L’archevêque Dieudonné Nzapalainga [*l’un des trois «saints de Bangui», avec le pasteur Nicolas Guerekoyame-Gbangou et l’imam Omar Kobine Layama*] ainsi que le chef de l’État et le Premier ministre se sont exprimés, le calme est revenu ; mais le quartier PK5 est toujours bouclé, les déplacements limités.



Exemple de soutien aux victimes : les responsables de la cellule d'écoute psychologique de l'EPCRC, mise en place avec le soutien de la Cevaa et du Défap © Défap-Cevaa

Que penser de ces résurgences des tensions entre chrétiens et musulmans ? Diverses Églises, dont la vôtre, ont lancé depuis 2015 des programmes de soutien aux victimes des violences, indépendamment de leur religion, avec notamment le soutien du Défap et de la Cevaa ; ainsi que des programmes de reconstruction en faveur de la jeunesse (Centre de la Jeunesse, écoles) pour aider le pays à se relever… Comment éviter que tout ceci soit menacé ?

Ludovic Fiomona : Le Défap, la Cevaa et de nombreuses organisations ont déployé beaucoup d'efforts pour encourager la cohésion sociale et soutenir le vivre-ensemble en Centrafrique ; les responsables religieux que l'on appelle aujourd'hui les «trois saints de Bangui» ont plaidé la cause de la RCA dans le monde entier pour obtenir un soutien

international afin d'aider à ce projet ; et pourtant, la cohésion sociale n'est pas acquise. Des gens dangereux peuvent toujours instrumentaliser le religieux à des fins personnelles ; et le gouvernement démocratiquement mis en place reste fragile et menacé. Car la méfiance demeure : il ne peut pas y avoir de paix sans justice ni réparation. C'est ce que doit faire la commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation *(1)* ; mais il y a derrière les groupes armés de tous bords des intérêts qui s'y opposent, car cela signifiera la fin de leur impunité. Faire justice et protéger les minorités, voilà ce qui est nécessaire pour réussir à obtenir un désarmement réel des groupes armés.

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

(1) Après les violences des années 2013-2014, des consultations populaires et un forum organisé à Bangui en 2015 ont débouché sur la mise en place de comités locaux de paix et de réconciliation (CLPR) dans toute la République centrafricaine. Il a également été prévu de créer, sur le modèle de l'Afrique du Sud après l'apartheid, une ***commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation*** *ayant pour mission de lutter contre l'impunité. Sa mise en place a bénéficié du soutien de deux organisations sud-africaines, l'Institut de transformation de l'initiative (ITI) et l'Institut pour la justice et la paix (ISP).*

Haïti : la FEPH recherche un(e) chargé(e) de programme

La FEPH, acteur crucial de l'éducation en Haïti

L'éducation, en Haïti, est un secteur sinistré. Selon les chiffres de la Banque Mondiale, ***plus de 200.000 enfants ne sont pas scolarisés****. Les écoles publiques sont une minorité ; et le niveau général est tellement faible que seule une petite partie d'une classe d'âge obtient le bac. La question de l'éducation constitue donc un enjeu majeur. Face à ces lacunes, la* ***Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti*** *(FEPH), grâce à son* ***réseau de 3000 écoles****, revendique la* ***scolarisation de 300.000 enfants****, avec une* ***qualité d'enseignement reconnue****. Elle travaille en lien avec le ministère de l'Éducation nationale haïtien et avec des acteurs internationaux comme l'Unicef ; elle est soutenue directement par le Défap à travers des financements directs et à travers ses envoyés ; elle fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la Fédération protestante de France.*

«Il y avait beaucoup à faire et j'ai beaucoup appris» : retrouvez le témoignage de Marie-Bénédicte Loze, ancienne envoyée du Défap





Une école d'Haïti après le passage de l'ouragan Matthew, dont la réhabilitation a été financée par le protestantisme français © Laura Casorio pour Défap

Contexte du poste : Dans le cadre de son partenariat avec la Fédération des Ecoles Protestantes d'Haïti (FEPH), le Défap répond à la demande de la FEPH de recruter un chargé de programme.

Avec la validation du Plan stratégique 2018-2022 de la FEPH en janvier 2018, de nouveaux défis se dressent devant l'institution dans le sens de l'amélioration de la qualité de l'éducation en Haïti au bénéfice des enfants haïtiens sans distinction de sexe et de religion. Il y a donc une obligation de résultats. Fort de ce constat, la FEPH a sollicité le Défap-Service protestant de mission pour l'envoi d'un Volontaire de la Solidarité Internationale (VSI) en appui au développement de l'institution. Cette démarche, pour cette mission d'appui de trois ans (2+1), s'articulera autour des

modalités suivantes :

Descriptif du poste : Le volontaire apportera un support technique et organisationnel à la FEPH, d'une part dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des projets et d'autre part, dans la recherche de financements. De ce fait, il se chargera de l'entrainement du staff haïtien appelé à prendre le relais au terme de la mission d'appui et travaillera en étroite collaboration avec l'ensemble du personnel pédagogique et technique de l'institution.

Profil recherché : Le volontaire doit disposer de solides compétences et expériences en gestions de projets et en recherche de financement qu'il devra être en capacité de transférer. Il doit avoir pleinement conscience et accepter sans réserve le fait de travailler dans le cadre d'une institution confessionnelle. Il doit s'engager à signer la politique de protection de l'enfant de la FEPH.

Capacité à travailler en équipe en contexte interculturel, capacités en animation de groupe, capacités d'écoute et d'observation active, bonne aptitude à s'adapter. La fonction de représentation de l'institution auprès des bailleurs et partenaires étant déterminante dans ce poste, un profil de personne expérimentée est souhaité. De préférence non-fumeur.

Qualités requises : dynamisme et forte motivation, autonomie, responsabilité, professionnalisme, rigueur, capacité d'adaptation à un contexte culturel et confessionnel affirmé.

Conditions : Statut de Volontaire de Solidarité Internationale qui garantit une couverture sociale complète et le versement d'une indemnité de subsistance. Logement fourni. Le volontaire sera accueilli et accompagné par la FEPH dans ses démarches d'installation et sa mission.

Engagement : contrat de 2 ans (ou 1 an renouvelable), à partir de septembre 2018.

En cas de validation de la candidature, il faudra suivre une **formation au départ obligatoire** qui se tiendra au Défap **du 09 au 20 juillet inclus** (pension complète, PAF demandée).

Candidature : Vous pouvez adresser un CV et une lettre de candidature (en précisant votre motivation à vous engager au service d'un organisme missionnaire protestant) au :

Défap – service Envoyés

102 boulevard Arago

75014 Paris

envoyes@defap.fr

Haïti : «Il y avait beaucoup à faire et j'ai beaucoup appris»



Marie-Bénédicte Loze lors d'une intervention dans une école sur la gestion des risques et des désastres © DR

Qu'est-ce qui a motivé votre engagement de volontaire en Haïti et auprès de la FEPH ?

Marie-Bénédicte Loze : J'avais plusieurs types de motivations. Sur le plan personnel, partir en Haïti répondait chez moi à un désir de découvrir une autre culture, de m'en imprégner et de m'y impliquer. Je voulais, non pas pas me contenter d'un regard extérieur et rapide sur le pays, mais vraiment rencontrer l'autre, partager des moments de vie. Sur le plan professionnel, j'avais besoin d'acquérir une expérience de terrain de longue durée, au moins deux années à l'étranger. Je voulais en particulier travailler avec les membres d'une structure locale, pour vraiment connaître leur réalité : c'est le meilleur moyen pour mesurer les vrais enjeux et pour faire du travail efficace. J'ai eu l'opportunité de travailler avec la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti, qui faisait

face à pas mal de défis, et qui avait un besoin crucial en termes de ressources humaines : j'ai vite compris que là, j'aurais une grande latitude pour apprendre et pour agir.

Comment s'est déroulée votre mission ?

Marie-Bénédicte Loze : J'ai eu d'emblée la chance de travailler avec Christon Saint-Fort, le directeur exécutif de la FEPH : quelqu'un de remarquable, très compétent, qui se bat pour la structure, et qui m'a fait confiance. De cette manière, j'ai vraiment pu faire équipe avec les autres membres de la FEPH. Il y avait beaucoup à faire et j'ai beaucoup appris. Pour donner un aperçu de ce que fait cette fédération d'écoles, il faut savoir qu'en Haïti, il n'y a que 12% d'écoles publiques : la grande majorité des établissements sont privés, payants, et doivent financer leurs activités sur leurs fonds propres. Le système éducatif haïtien manque terriblement de moyens, ce qui se traduit sur le plan matériel mais aussi au niveau des recrutements : beaucoup d'écoles, ne pouvant rémunérer correctement leurs enseignants, embauchent des répétiteurs pour s'occuper des classes. Ce qui explique qu'alors même que le paysage éducatif haïtien est très peuplé, beaucoup d'établissements soient si peu satisfaisants en termes d'apports éducatifs pour les enfants. Un certain nombre d'écoles ouvrent sans autorisation et sans disposer d'enseignants compétents. Mais comme les frais d'écolage (d'inscription dans les écoles) représentent une lourde charge pour les familles, elles doivent se contenter d'établissements mal lotis. Il y a donc de gros enjeux en termes d'éducation en Haïti, et c'est précisément là qu'intervient la FEPH. Elle représente un réseau de 3000 écoles (près de 30% du secteur éducatif du pays), se bat pour garantir un niveau d'enseignement suffisant ; son action est d'ailleurs jugée indispensable par le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), ainsi que par des partenaires internationaux comme l'Unicef (le Fonds des Nations unies pour l'enfance).

Que vous a apporté cette mission sur les plans personnel et professionnel ?



Une école d'Haïti après le passage de l'ouragan Matthew, dont la réhabilitation a été financée par le protestantisme français © Laura Casorio pour Défap

Marie-Bénédicte Loze : Sur le plan personnel, j'ai beaucoup grandi, à tous les niveaux. J'ai eu l'occasion de travailler avec des personnes remarquables et j'ai pu vraiment m'imprégner des réalités de la vie haïtiennes, notamment en ce qui concerne les défis du secteur éducatif. C'était aussi une grande satisfaction pour moi de travailler avec des acteurs de terrain, de me battre à leurs côtés pour la même cause… Sur un plan plus professionnel, j'ai acquis une solide expérience de terrain qui me donne aujourd'hui un profil recherché. Travailler avec un organisme local qui se structure et se développe nécessite de faire preuve de souplesse, et garantit une grande diversité dans les actions à mener. C'est

passionnant quand on aime relever des défis, s'adapter aux réalités du terrain, réfléchir aux actions à mener avec une équipe : il y a vraiment une grande marge d'action. Cette expérience m'a aussi apporté un large réseau, car même si la FEPH est un acteur local, elle travaille avec des acteurs importants au niveau national et international.

Mission Congo : point sur les projets en cours

Du 31 octobre au 9 novembre 2016, le responsable des relations et solidarités internationales, le pasteur Jean-Luc Blanc, s'est rendu au Congo pour une mission de suivi de l'ensemble des projets en cours. Les objectifs de cette mission étaient nombreux : prendre contact avec la nouvelle équipe dirigeante de l'Église Evangélique du Congo, faire le point des divers projets, collaborer avec la Faculté de Théologie et l'Ecole Pastorale de Ngouedi sur des projets futurs…
Le 20 novembre, le pasteur rendait un rapport complet de sa mission.

Décès de Shimon Peres : la mort d'un symbole

Shimon Peres était l'un des derniers témoins de la création de l'Etat d'Israël. Il s'est éteint aujourd'hui, à Tel Aviv. Il avait 93 ans.

Une nouvelle accompagnatrice œcuménique en Israël-Palestine

Elisabeth Mutschler est l’une des envoyées du programme EAPPI en Israël et Palestine, au nom du protestantisme français par les Eglises de l’Union des Eglises protestantes en Alsace-Lorraine. Elle a effectué un premier séjour à Bethléem d’avril à juillet 2014 et commence le second dans la vallée du Jourdain, à Jéricho, qui s’achèvera le 30 novembre 2016.